

le commerce ; la nécessité du respect pour la foi publique , si l'on veut maintenir le crédit. Tels sont les sentimens que j'ai vus par-tout , et dans tous les citoyens que j'ai rencontrés, en voyageant dans les Etats-Unis.

Comment M. Hamilton ne les a-t-il pas consultés et suivis ? Ou comment s'est-il effrayé de quelques clameurs d'hommes peu instruits (1) ? Est-ce à un homme d'état , éclairé comme lui, de faire fléchir , devant l'ignorance , les principes qui doivent être toujours inflexibles.

Le célèbre *Davenant* (2) lui avoit prescrit sa marche : « Le crédit, disoit-il , ne s'acquiert que par des paiemens perpétuels et certains , et par l'accomplissement exact des conditions du prêt... On ne se fie point au public ni aux par-

(1) Comment encore n'a-t-il pas été encouragé par la confiance que le public mettoit d'avance dans ses opérations ; confiance qui n'étoit fondée que sur l'espoir de voir remplir tous les engagements ; confiance écrite dans la hausse rapide des fonds publics ? En 1788, ils perdoient en général trois quarts ; en 1789, à la veille du rapport, ils ne perdoient plus qu'un quart. Le pound se vendoit de 13 à 15 schellings ; il en vaut 16 à présent.

(2) Voyez *The political and works commercial* ; of Charles Davenant. 1771.

ticuliers, quand on aperçoit fraude ou mauvaise foi dans leurs procédés , quand on juge leurs affaires désespérées. Mais quand l'interruption de leurs paiemens n'est occasionnée que par des accidens, quand l'état ou les particuliers prennent des mesures pour vaincre leurs embarras, quand il paroît clairement qu'ils ont assez de fonds pour payer tous leurs créanciers , alors la crainte s'appaise , on prend des arrangemens, on s'aide..... ; mais l'immense machine du crédit public ne peut être remise en mouvement , en déguisant ou rapiécant ici et là ; il faut , par un coup vigoureux , refaire tous les ressorts ».

M. Hamilton est loin d'être étranger à ces principes , son rapport les offre tous. Il y convient par-tout de la nécessité de remplir fidèlement ses engagements pour acquérir du crédit, rendre respectable le nom Américain , redonner de la valeur aux fonds publics , aux terres , etc.

Mais malheureusement M. Hamilton a cru aussi qu'il étoit des situations, où les états pouvoient déroger à leurs engagements , en réparant dans l'avenir la brèche qu'ils leur font , et il paroît croire que les Etats-Unis étoient un peu dans cette position. C'est une

erreur ; M. Hamilton , trop défiant de ses forces et de celles de son pays , n'a pas osé tenter une grande opération , qui , fondée sur le respect de la bonne foi , auroit acquis nécessairement un grand crédit , et découvert de vastes ressources aux Américains.

Outre le plan que le congrès a adopté , il en a proposé plusieurs autres , tels que de donner aux souscripteurs un tiers de leurs créances , en terres : opération qui avoit moins l'apparence d'une banqueroute , puisque le débiteur s'acquitte en donnant le gage de la dette. Mais forcer cette opération étoit indigne des Etats-Unis. Enfin , il avoit proposé une tontine , et cette idée étoit bien plus convenable. Peut-être est-on , en Amérique , trop étranger aux spéculations sur des institutions semblables , pour en attendre du succès.

QUATRIÈME OPÉRATION.

Adunation (1) et consolidation de la dette particulière des Etats-Unis.

C'étoit l'opération la plus délicate ; aussi a-t-elle été vivement combattue. Il étoit des

(1) Ce mot me paroît le plus propre à exprimer laconiquement la fusion dans une masse de treize petites masses des dettes.

états qui devoient peu (1), ou qui avoient mis un meilleur ordre dans leurs affaires : ceux-là ne devoient pas vouloir que l'union se

(1) Tels étoient les états du Maryland , du Connecticut , et du New-Hampshire.

Le Maryland ne devoit en capital , en 1788 , que 474,944 pounds , et il avoit à recouvrer 526,738 pounds.

Le Connecticut devoit de 6 à 700,000 pounds ; ses taxes intérieures suffisoient pour en payer l'intérêt ; mais comme elles se payoient lentement , l'état mettoit en circulation des *indents* , pour acquitter les intérêts. Ces indents étoient , à la fin de l'année , échangés contre de l'argent , par ceux qui pouvoient attendre. Ils étoient à 10 schellings en 1788 ; les collecteurs les achetoient , pour les payer au trésor public d'après leur valeur nominale , et garder l'or. — Il y avoit évidemment ici une détestable opération de la part du gouvernement. La même avoit lieu en Virginie , pour les *warrants* , et donnoit naissance aux mêmes abus ; cependant observez la différence prodigieuse que les Américains mettoient dans leurs opinions sur la solidité de ces indents. Tandis que , dans le Connecticut , ils circuloient à 10 schellings , en Virginie , ils se vendoient 3 schellings et demi ; dans la Caroline du sud , 2 schellings 6 deniers.

Si ces indents étoient ainsi discrédités ; ce n'étoit pas tant la crainte de la mauvaise foi , qu'une suite de l'ignorance des législateurs qui faisoient les lois sur les finances.

Les habitans du Connecticut ont porté , avec ceux du Maryland , le plus loin leur respect pour la dette. Les premiers ne se sont point refusés , comme presque tous

chargeât des dettes des états, plus endettés ou plus embarrassés dans leurs affaires.

Cependant la raison a prévalu sur ces

les autres états, à payer une taxe *directe*, pour acquitter les intérêts de la dette.

La dette particulière du New-Hampshire est d'environ 120,000 pounds, et se vend à 3 schellings le pound. Il y a eu un projet pour la racheter, et pour racheter toute la part que cet état doit dans la dette continentale. On avoit calculé qu'il n'en coûteroit pas plus de 2 piastres par personne taxable. On évalue la population du New-Hampshire à 100,000. — Divers incidens firent échouer le projet, qui étoit généralement goûté. Il consistoit en ce que chacun payât sa part en denrées du pays, que l'état se chargeât de la vente, et que le produit fut appliqué à l'extinction de la dette.

La dette de l'état de New-York étoit, en 1788, de plus de 800,000 pounds; mais ses finances étoient en bon état, il payoit bien les intérêts, et les terres qu'il venoit de vendre au nord, étoient plus que capables de rembourser le capital.

Les dettes de la Pensylvanie étoient bien plus considérables, elles montoient bien au-delà de 2 millions de pounds, parcequ'elle s'étoit chargée d'une grande portion de la dette continentale; mais elle avoit aussi de grandes réclamations à faire.

La dette de l'état de Massasuchett, étoit à 4 schellings en 1788: on pensoit généralement qu'elle seroit dépréciée. Beaucoup de personnes ne paroissent pas vouloir se sou-

calculs de l'intérêt particulier; créanciers, commerce, industrie, Etats-Unis, états privés, tous gagnoient à cet arrangement, à cette fusion dans la masse générale, de dettes privées, qui, pour la plupart, avoient d'ailleurs la même origine que la dette générale, c'est-à-dire, la nécessité de payer les dépenses de la guerre.

Il est plus, en effet, de l'intérêt des créanciers, de n'avoir qu'un seul débiteur solide,

mettre à payer toute la valeur nominale de la dette; l'opposition venoit sur-tout de la part des propriétaires de terres, membres de la législation; leur rapport avec les autres étoit de 2 à 1. Les commerçans devoient se joindre aux capitalistes, parce qu'ils agissent sur les mêmes principes. Les hommes de loi devoient être aussi pour ces derniers. Cependant on attendoit tout des lumières de la discussion pour vaincre les premiers, et la raison a vaincu effectivement. En Virginie, ils avoient une autre raison de s'opposer à l'adunation des dettes. On se disoit: l'impôt mis sur le tabac, qui rend 70,000 pounds, met l'état à portée de payer l'intérêt de la dette. Dans le nouveau système, si le congrès prend l'impôt, l'appliquera-t-il aussi régulièrement au paiement de la dette de Virginie? Le pourra-t-il? Ne sera-t-il pas forcé, par le besoin, d'en distraire pour payer les autres dettes? Il y a défiance. Le projet du congrès fera donc baisser le papier de Virginie; il devoit donc y rencontrer des obstacles.

que cinq ou six, qui peuvent varier dans leur système et leur solidité. On éclaire mieux la conduite d'un seul; on est plus promptement payé, il faut moins de formalités.

Les états privés, pour payer leurs dettes, auroient été obligés d'emprunter ou d'imposer. Leurs emprunts auroient croisé ceux des États-Unis; ils se seroient fait concurrence, ils auroient payé l'argent plus cher.

Il n'y auroit point eu d'harmonie dans le système des impôts privés, et alors les états auroient pu blesser tel genre de culture qui se seroit desséché, telle espèce d'industrie qui auroit fui chez leurs voisins. Je vous en ai donné des exemples. Les impôts du congrès ne peuvent produire ce fâcheux effet, parce qu'ils affectent le système général de l'union. Cette opération produisoit encore une grande économie dans le paiement de la dette et la perception des impôts. Le congrès a monté une machine pour la dette générale; elle peut remplir le même office pour les dettes privées des treize états; elle épargne donc le jeu de treize autres caissiers.

Cette adunation, cette consolidation de la dette privée, éteignoit encore l'agiotage qui s'exerçoit sur cette sorte d'effets; car depuis

quelque temps, il s'étoit formé une espèce d'hommes qui, parfaitement versés dans la connoissance de tous ces papiers, couroient les certificats, les indents, depuis le New-Hampshire jusque dans les Carolines, les accaparoient, les brocantoient; et c'est encore une fois l'industrie la plus fatale, pour un peuple libre, et la plus propre à déranger les systèmes économiques de finances.

Enfin, cette adunation des dettes privées devenoit un nouveau lien de fédératisme; et c'est le grand motif qui a décidé tous les états. Leur intérêt, désormais, ne sera plus qu'un; la dette est commune, et bientôt viendra le temps où il n'y aura plus qu'un seul système d'impôt intérieur, comme extérieur, pour tous.

Cependant le congrès, en prenant les dettes de tous les états, sur le compte de la confédération, n'a point voulu léser les droits d'aucun. Il les prend provisoirement, sauf à régler ensuite le compte réciproque de chacun.

On a calculé que la dette des états se monte, comme je vous l'ai dit, à 25,000,000 de piastres. Mais le congrès n'ouvre un emprunt que pour 21,500,000 liv., sauf à régler

pour l'excédent. Il a mis, à cet emprunt, les mêmes conditions qu'à celui pour la dette domestique générale.

CINQUIÈME OPÉRATION.

Application de l'excédent de la recette de 1789 au rachat de la dette publique.

Le congrès a autorisé le président des Etats-Unis, avec divers autres officiers, à employer au rachat de telle partie de la dette qu'ils jugeoient à propos, l'excédent des sommes provenant des impôts, et destinées à payer les dépenses publiques. On les a même encore autorisés à emprunter, à cet effet, 2,000,000 de piastres à 5 pour cent.

Il paroît que la recette de 1789 a produit 1,764,000 piastres, au-delà de la dépense.

Ce moyen est un des meilleurs pour libérer un état, sans porter atteinte à la foi publique. Il soutient le crédit par le principe qui dirige ces achats mêmes. Mais il faut que cette opération résulte naturellement du bon ordre dans les affaires, ou elle n'est qu'une vaine charlatanerie. Or, étoit-ce tout-à-fait la position d'un état qui n'acquitte pas sa dette? Peut-on appliquer, à faire des profits, un

argent qui appartenoit aux créanciers de l'état?

Quoi qu'il en soit, on doit conclure, de ces opérations, qu'il règne dans tous les états une profonde anxiété pour se délivrer du poids de la dette, un vif désir de ranimer le crédit général, une grande constance pour acheminer les Etats-Unis vers leur libération générale, et, par conséquent, vers la prospérité.

D'après ce tableau de la dette et des finances des Etats-Unis, vous devez voir, mon ami, qu'il faut en concevoir les meilleures espérances; que tout y prend le caractère de l'ordre, de la simplification et de l'économie, et qu'il ne manque plus aux Américains, pour acquérir un crédit complet, que d'avoir plus de confiance en leurs propres forces, et de tenter une grande opération qui les mettroit tout d'un coup au niveau de leurs dépenses. Si le congrès a commis à cet égard une faute, ce n'est point sa bonne foi qu'il en faut accuser, mais sa timidité. Les déclarations qu'il a faites dans son acte, la liberté qu'il laisse à ses prêteurs, en sont la preuve. C'est un essai qu'il a tenté, et dont il pouvoit se dispenser. Le principe

doit donc rassurer sur l'opération, et ne peut porter aucune atteinte à la solidité du crédit des Etats-Unis. Il est à croire que cette faute sera réparée à la prochaine Législature.

L E T T R E X L I I I .

Sur les Importations dans Les Etats-Unis.

Si vous doutiez, mon ami, de la capacité des Américains libres, pour acquitter leurs dettes et payer les dépenses de leur gouvernement fédéral et des états particuliers, vos doutes seroient dissipés, en considérant le tableau de leurs importations annuelles.

Plusieurs politiques donnent comme un axiome incontestable, qu'il faut importer le moins qu'on peut, et exporter le plus possible. Si on entend par-là qu'il faut faire chez soi le plus possible, c'est une vérité. Mais si l'on entend qu'une nation est pauvre, quand elle importe beaucoup, cet axiome est faux. Car, si elle importe, de deux choses l'une: ou elle consomme, ou elle réexporte; si elle consomme, c'est qu'elle a de quoi payer: si elle réexporte, elle gagne. Vous voyez, mon ami, qu'en analysant ce prétendu

axiome, il se réduit à une trivialité ou à une fausseté, et il en est à-peu-près de même de tous les *dictums* du commerce, si fort pronés par les ignorans. Qui mieux que vous en connoît et en a dévoilé le charlatanisme?

Les importations dans les Etats-Unis ont beaucoup augmenté depuis la paix, et vous en serez convaincu en comparant le tableau suivant, et les explications qui l'accompagnent, avec les tables du lord Sheffield, qui représentent des époques antérieures à la guerre de l'indépendance. Elles m'ont été fournies par un négociant éclairé, de New-York, et la bonté des calculs m'a été confirmée par des relevés des diverses douanes des Etats-Unis, et par un des financiers les plus éclairés de ce pays.

Tableau général de l'importation des articles les plus considérables dans les Etats-Unis.

Esprits, eaux-de-vie, liqueurs spiritueuses,	4,000,000 gal. (1)
Vin,	1,000,000

(1) Le gallon est une mesure d'environ quatre pintes de Paris.